



# REGLEMENT

CONCERNANT L'ELIMINATION

DES DECHETS URBAINS  
(ORDURES MENAGERES)

DE LA COMMUNE MIXTE  
DE COURROUX

**Règlement concernant l'élimination  
des déchets urbains (ordures ménagères)  
et l'introduction de la taxe au sac  
de la Commune mixte de Courroux**

# Table des matières

<u>Titre</u>	<u>Page</u>	<u>Art.</u>
<b>Chapitre premier - Dispositions générales</b>		
Tâche de la commune .....	4	1
Champ d'application .....	4	2
Dépôt de déchets, Interdiction .....	4	3
Déchets polluants. Déversement dans les canalisations.		
Dépôt sur le sol, dans le sol et dans les eaux .....	4	4
Incinération des déchets de jardin.....	5	5
Déchets compostables .....	5	6
<b>Chapitre II - Ramassage et élimination</b>		
Ramassage .....	5	7
Exclusion du service de ramassage .....	6	8
Elimination (abrogé).....	6	9
Evacuation des déchets .....	6	10
Dépôt des déchets pour le ramassage .....	7	11
Conteneurs .....	7	12
Déchets non admis à la décharge publique .....	7	13
Prescriptions particulières .....	8	14
Programme des ramassages .....	8	15
Séparateurs d'huile et d'essence .....	8	16
Elimination de vieux matériaux et engins .....	8	17
<b>Chapitre III - Couverture des frais</b>		
Taxes.....	9	18
Prélèvement de la taxe .....	10	19
<b>Chapitre IV - Dispositions pénales</b>		
Dispositions pénales .....	10	20
<b>Chapitre V - Voie de recours</b>		
Voie de recours .....	10	21
<b>Chapitre VI - Abrogation, modification et entrée en vigueur</b>		
Abrogation, modification et entrée en vigueur .....	11	22
<b>Annexe</b>	12	

Règlement concernant l'élimination  
des déchets urbains (ordures ménagères)  
et l'introduction de la taxe au sac de la Commune mixte de Courroux

---

## Bases légales

- loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (RS 814.20) et les ordonnances d'exécution s'y rapportant;
- loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement;
- ordonnance fédérale du 12 décembre 1990 sur le traitement des déchets (OTD);
- art. 45, alinéa 1 de la Constitution cantonale;
- décret concernant l'administration financière des communes du 21 mai 1987 (RSJU 190.611);
- articles 100 et 106 de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux (LUE, RSJU 752.41);
- articles 40 à 45 et 95 à 103 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux (OPE, RSJU 814,21);
- législation cantonale sur les constructions (LCAT, OCAT, DPC, RSJU 701.1, 701.11, 701.51);
- loi fédérale du 21 mars 1969 sur le commerce des toxiques (RS 814.80), et l'ordonnance cantonale du 6 novembre 1978 relative à la loi fédérale sur le commerce des toxiques (RSJU 812.151).
- loi cantonale sur les déchets du 24 mars 1999.
- règlement d'organisation du SEOD (Syndicat des communes pour l'élimination des ordures et autres déchets de la région de Delémont) du 26 octobre 2000.

**Remarque** : les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## Chapitre premier - Dispositions générales

### Article premier

<b>Tâche de la commune</b>	<b>1.1</b>	La Commune mixte de Courroux mène une politique visant à une limitation de la production des déchets, à la promotion de leur tri et à leur valorisation.
	<b>1.2</b>	Elle organise l'élimination des déchets solides et liquides en particulier des déchets urbains pour l'ensemble de son territoire dont l'élimination par son détenteur ne peut être exigée. Elle en exerce la surveillance.
	<b>1.3</b>	Elle informe la population et les entreprises des possibilités de valorisation et les sensibilise à l'importance d'une bonne gestion des déchets.
	<b>1.4</b>	Le Conseil communal est l'autorité compétente au sens du présent règlement.

### Article 2

<b>Champ d'application</b>	Les dispositions du présent règlement s'appliquent aux personnes physiques et morales. Y est soumis quiconque est de passage, réside, exerce une activité quelconque ou a son domicile sur le territoire communal de Courroux.
----------------------------	--

### Article 3

<b>Dépôt de déchets Interdiction</b>	Sur tout le territoire communal, il est interdit de jeter, de déposer ou d'abandonner les déchets solides de tout genre, y compris les menues ordures, véhicules et autres engins. Fait exception le dépôt de certaines catégories de déchets aux endroits expressément désignés à cet effet par la commune.
--	--

### Article 4

<b>Déchets polluants Déversement dans les canalisations Dépôt sur le sol, dans le sol et dans les eaux</b>	<b>4.1</b>	Il est interdit de déverser dans les canalisations des déchets polluants liquides, boueux et solides de tout genre (huiles minérales et végétales, solvants, etc.).
	<b>4.2</b>	Il est également interdit de déposer sur le sol ou dans le sol et dans les eaux de telles matières, même mises en récipients.
	<b>4.3</b>	Les déchets urbains, même broyés, ne peuvent en aucun cas être évacués par les canalisations.

### Article 5

**Incinération des déchets de jardin** L'incinération des déchets de jardin est tolérée dans la mesure où la fumée, les odeurs et autres émissions n'incommodent pas les voisins et pour autant qu'il n'y ait aucun risque d'incendie et de pollution.

Les déchets qui peuvent être compostés ne seront pas brûlés.

### Article 6

- Déchets compostables**
- 6.1 La commune encourage le compostage des déchets ménagers organiques et des déchets de jardin.
  - 6.2 Elle prend des dispositions en vue de promouvoir le compostage individuel et collectif.
  - 6.3 Elle organise ou diffuse une information sur les techniques de compostage individuel.
  - 6.4 Au besoin, elle met à disposition des habitants un lieu de compostage public ou un, voire des endroits de collecte.

## Chapitre II - Ramassage et élimination

### Article 7

- Ramassage**
- 7.1 Sous réserve de l'article 8 du présent règlement, il appartient à la commune d'éliminer les déchets urbains.
  - 7.2 Elle peut déléguer la totalité ou une partie de cette tâche au SEOD , à une autre organisation ou à une commune limitrophe.

## Article 8

- Exclusion du service de ramassage**
- 8.1** Le Conseil communal peut supprimer ou limiter le service public de ramassage et le transport des déchets pour :
- a) les secteurs éloignés;
  - b) les entreprises artisanales ou industrielles et les exploitations agricoles;
  - c) certaines catégories de déchets.
- 8.2** Il peut également octroyer une concession.

## Article 9

- Evacuation des déchets**
- 9.1** Sont admis au ramassage ordinaire :
- a) les ordures ménagères;
  - b) les déchets provenant des bureaux, administrations, commerces et restaurants pour autant qu'ils soient de même nature que les ordures ménagères;
  - c) les déchets provenant des entreprises artisanales et industrielles pour autant qu'ils soient de même nature que les ordures ménagères.
- Les ordures ménagères et déchets de même nature sont mis dans des sacs dont le poids ne doit pas dépasser 18 kg (prescription SUVA).  
En cas d'introduction d'un système d'incitation au tri, seuls les sacs agréés par la Commune seraient ramassés.
- 9.2** Sont admis au ramassage particulier les déchets non valorisables correspondant à des objets provenant des ménages privés tels que, par exemple, les objets et meubles démontés, pour autant que leurs mesures et leur poids ne dépassent pas les normes suivantes :
- Longueur : 200 cm
  - Poids : 50 kg
- Les déchets combustibles pouvant être contenus dans un sac de 110 litres ou de dimensions inférieures à 50/50/50 cm ne sont pas considérés comme objets encombrants et doivent être déposés lors du ramassage ordinaire ou dans un centre de collecte.

## Article 10

- Déchets non admis aux ramassages**
- 10.1** Ne sont pas admis au ramassage ordinaire ni au ramassage particulier:
- a) les déchets pour lesquels la commune organise une collecte sélective au sens de l'art. 15 ci-après
  - b) les déchets dont la quantité déposée dépasse les limites fixées par l'autorité en application de l'art. 14 al. 5.

## Article 11

- |  |   |
|--|---|
| <b>Dépôt des déchets pour le ramassage</b> | <p><b>11.1</b> Les déchets ne sont déposés qu'au jour du ramassage, ils ne doivent faire obstacle, ni à la circulation routière, ni aux piétons et doivent être conformes aux normes d'admissibilité fixées à l'article 10.</p> <p><b>11.2</b> Lors de fêtes et manifestations, l'organisateur met à disposition des conteneurs pour le ramassage des déchets admis par le SEOD et, si nécessaire, pour les déchets valorisables au sens de l'article 14.</p> |
|--|---|

## Article 12

- |                   |  |
|-------------------|--|
| <b>Conteneurs</b> | <p><b>12.1</b> Pour les immeubles de plus de six appartements et les lotissements, ainsi que pour les parties de quartiers, on fera usage de conteneurs agréés par la commune. Il en va de même pour les bureaux, administrations, commerces, entreprises artisanales et industrielles.</p> <p><b>12.2</b> Pour faciliter le ramassage, la commune peut imposer le regroupement des déchets urbains à certains emplacements et exiger l'utilisation de conteneurs.</p> <p><b>12.3</b> Les conteneurs seront acquis et entretenus par les privés.</p> |
|-------------------|--|

En dehors des jours de ramassage, les conteneurs ne pourront stationner sur l'espace public qu'aux endroits prévus à cet effet dans les aménagements de quartiers. Le stationnement sur un autre emplacement de l'espace public n'est permis qu'avec l'autorisation expresse de la commune.

Les conteneurs doivent être assurés par leurs propriétaires contre tout mouvement pouvant mettre en danger les usagers des espaces publics et privés.

## Article 13

- |                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| <b>Déchets non admis par le SEOD</b> | <p>Sont exclus du ramassage parce que non admis par le SEOD :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les déchets spéciaux des entreprises tels que les huiles usées et autres déchets liquides, pâteux, fortement détrempés, brûlants, facilement inflammables, explosifs, toxiques, fortement corrosifs ou dangereux pour la santé et pour l'environnement qui doivent être évacués par une entreprise spécialisée au bénéfice d'une autorisation particulière délivrée par l'Office des eaux et de la protection de la nature (art. 102 et 103 OPE);</li> <li>b) les matériaux de démolition ou d'excavation qui doivent être évacués dans une décharge agréée ou dans un centre de tri;</li> <li>c) les déchets de boucherie, les déchets carnés, les dépouilles et les déchets d'abattage, les cadavres d'animaux, qui doivent être conduits au centre des déchets carnés aménagé à la station d'épuration du SEDE en aval de Soyhières;</li> <li>d) les déchets spéciaux des ménages qui font l'objet d'un ramassage particulier ou qui doivent être remis à un centre ou à une organisation agréé.</li> </ul> |
|--------------------------------------|--|

## Article 14

- |                                    |   |
|------------------------------------|---|
| <b>Prescriptions particulières</b> | <p><b>14.1</b> La commune organise un système de collecte sélective pour certains déchets en vue de leur valorisation, par exemple, pour le verre, le papier, le carton, l'aluminium, les boîtes de conserve, les métaux, les huiles minérales et végétales, les déchets compostables, le PET, etc.</p> <p><b>14.2</b> La commune peut étendre le système de collecte sélective à d'autres déchets en vue de leur valorisation.(voir art. 13 b et 13 d)</p> <p><b>14.3</b> La commune peut orienter la population vers des organisations de récupération pour certains déchets, par exemple sagex, déchets de construction, piles, néons, électronique de bureau et de loisir, mercure, médicaments etc...</p> <p><b>14.4</b> L'exploitant d'une entreprise industrielle ou artisanale doit tenir un contrôle interne sur la provenance, les quantités, les genres et l'élimination des déchets spéciaux (document de suivi).</p> <p><b>14.5</b> La commune peut limiter la quantité de déchets admis, par personne ou par entreprise, dans ses centres de récupération ou lors des ramassages ordinaires et particuliers qu'elle organise. Le surplus sera acheminé directement, et aux frais du déposant, dans une décharge ou une installation de traitement agréée.</p> |
|------------------------------------|---|

## Article 15

- |                                 |   |
|---------------------------------|---|
| <b>Programme des ramassages</b> | Chaque année, la commune fait parvenir à tous les ménages, un calendrier officiel sur lequel figurent le programme de ramassage des différents types de déchets, ainsi que des informations destinées à favoriser les techniques de leur valorisation (compostage, récupération, etc.). |
|---------------------------------|---|

## Article 16

- |   |  |
|---|--|
| <b>Séparateurs d'huile et d'essence</b> | <p><b>16.1</b> Les utilisateurs de séparateurs d'huile et d'essence sont tenus de faire vider ceux-ci régulièrement et à leurs frais par une entreprise agréée.</p> <p><b>16.2</b> Les résidus provenant de séparateurs ainsi que des révisions et nettoyages de citernes sont évacués conformément aux prescriptions cantonales en vigueur.</p> |
|---|--|

## Article 17

- |   |  |
|---|--|
| <b>Elimination de vieux matériaux et engins</b> | <p><b>17.1</b> Les amas de vieux matériaux et engins de tout genre, ainsi que les véhicules hors d'usage doivent être éliminés par leurs propriétaires et à leurs frais.</p> <p><b>17.2</b> Demeure réservé le droit de recours à l'égard des personnes responsables.</p> <p><b>17.3.</b> Si les prescriptions ou les dispositions particulières ne sont pas observées, le Conseil communal ordonne l'exécution par substitution aux frais de l'assujetti.</p> |
|---|--|



## Chapitre III - Couverture des frais

### Article 18

#### Taxes

- 18.1** Le financement de l'élimination des déchets collectés par la commune, le SEOD ou une autre organisation est assuré par la perception d'une taxe de base, d'une taxe au sac et de taxes spéciales.
- 18.2** Taxe de base
- a) la taxe de base couvre notamment :
    - les frais de collecte, de transport et d'incinération des déchets encombrants incinérables,
    - les frais de collecte, de transport et d'élimination des déchets triés ramassés séparément,
    - les frais d'exploitation des éco-points et de la déchetterie,
    - les frais d'exploitation d'une installation de compostage communale ou intercommunale,
    - la redevance prévue à l'article 34 de la loi sur les déchets,
    - les frais de ramassage, de transport et d'élimination des déchets déposés illégalement sur l'espace public et dont le détenteur ne peut être retrouvé.
  - b) la taxe de base ne couvre pas notamment :
    - les frais mis à la charge des entreprises et particuliers en application de l'article 14 alinéa 5,
    - les frais pour des déchets solides et liquides dont l'élimination par le détenteur est exigée par la loi.
- 18.3** La taxe au sac couvre les frais de collecte, de transport et d'incinération des déchets urbains incinérables à charge du SEOD.
- 18.4** Les taxes spéciales peuvent être perçues pour couvrir les frais d'élimination de certaines catégories de déchets, dans la mesure où la commune se charge de leur élimination.

## Article 19

### Prélèvement des taxes

**19.1** Le Conseil communal propose chaque année le montant de la taxe de base à l'assemblée communale qui la ratifie avec le budget.

La taxe de base est prélevée conformément à l'annexe au présent règlement.

**19.2** La compétence de prélever une taxe sur la vente de sacs, de brides pour conteneurs ou de vignettes est déléguée au SEOD. Le Conseil communal est compétent pour régler avec le SEOD les modalités d'application de la taxe au sac.

**19.3** Le conseil communal décide de la perception de taxes spéciales pour certaines catégories de déchets et fixe le montant de ces taxes de manière à couvrir les frais effectifs d'élimination.

**19.4** La commune met à disposition des sacs gratuitement pour :

- a) les enfants jusqu'à 3 ans révolus : 50 sacs de 35 litres par année et par enfant.
- b) les familles avec enfants : un nombre de sacs par année proposé par le Conseil communal et ratifié par l'Assemblée communale avec le budget selon annexe au présent règlement
- c) les personnes incontinentes (enfants et adultes): un nombre de sacs de 35 litres fixé selon les cas mais au maximum 50 sacs par année et par personne. La validation du droit et la distribution sont confiées aux médecins et au service de soins à domicile.
- d) d'autres cas particuliers : un nombre de sacs par période fixée par le Conseil communal.

Ces aides ne sont pas cumulables.

## Chapitre IV - Dispositions pénales

### Article 20

#### Dispositions pénales

Les infractions au présent règlement et aux décisions qui en découlent sont passibles d'une amende de 1000 francs au plus, pour autant que d'autres dispositions pénales fédérales ou cantonales ne soient applicables (art. 6 de la loi sur les communes du 9 novembre 1978).

## Chapitre V - Voie de recours

### Article 21

#### Voie de recours

Toute décision des autorités communales, prise dans le cadre du présent règlement, peut faire l'objet d'une opposition.

Cette opposition est la condition préalable en vue d'une procédure de recours ultérieure. L'opposition est adressée, par écrit, dans un délai de 30 jours, à l'autorité qui a rendu la décision. Elle doit être motivée et comprendre les éventuelles offres de preuve selon l'article 94 et ss du Code de procédure administrative du 30 novembre 1978.

## Chapitre VI - Abrogation, modification et entrée en vigueur

### Article 22

**Abrogation,  
modification  
et entrée en  
vigueur**

- 22.1** Le présent règlement abroge le règlement du 15 décembre 1999 et toutes les dispositions qui lui sont contraires.
- 22.2** L'Assemblée communale est compétente pour le modifier.
- 22.3** Le Conseil communal fixe son entrée en vigueur, dès sa ratification par le Service des communes.

Accepté par l'Assemblée communale le 17 décembre 2002

Approuvé par le Service des communes le \_\_\_\_\_

Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003

#### Au nom de l'Assemblée communale

Le Président :

Jean-Marie Beuchat



Le secrétaire :

Luc Fleury

## **Annexe - Tarif d'élimination (art. 19 al. 1)**

La taxe de base par équivalent habitant est fixée chaque année par l'Assemblée communale (art. 19 al. 1). La taxe de base est prélevée par la commune selon le mode de calcul ci-après:

	<b><u>Désignation</u></b>	<b><u>équivalent habitant</u></b>
<b>Tarif A</b>	<b><u>personne physique</u></b> par personne dès le 1 <sup>er</sup> janv. de l'année qui suit ses 17 ans. <i>Les personnes physiques en séjour de longue durée à l'extérieur et déjà taxées pour les déchets (taxe de base) dans une autre commune peuvent bénéficier d'une réduction proportionnelle à la durée du séjour sur présentation de la quittance du paiement de leur taxe dans ce lieu.</i>	<b>1</b>
<b>Tarif B</b>	<b><u>a) restaurants</u></b> jusqu'à 30 places 31 à 45 places 46 à 60 places 61 à 100 places plus de 100 places <b><u>b) locaux de débit des sociétés à but non lucratif</u></b> par local de débit	<b>2</b> <b>3</b> <b>4</b> <b>5</b> <b>6</b> <b>2</b>
<b>Tarif C</b>	<b><u>hôtels</u></b> (supplément sur tarif B) jusqu'à 12 lits 13 à 25 lits	<b>1</b> <b>2</b>
<b>Tarif D</b>	<b><u>commerces, salons de coiffure</u></b> jusqu'à 50 m <sup>2</sup> 51 à 100 m <sup>2</sup> 101 et plus	<b>2</b> <b>3</b> <b>4</b>
<b>Tarif E</b>	<b><u>industries, artisans, garages, exploitations agricoles et entreprises diverses</u></b> bas tarif moyen tarif haut tarif	<b>2</b> <b>3</b> <b>4</b>

Le tarif E est appliqué selon les calculs ci-dessous:

industries & entreprises: employés + (surface des planchers des bâtiments fermés divisées par 100)

expl. agricoles: (UGB + surface cultivée en HA) divisés par 10,

échelle:  
0 à 10 points = bas tarif  
11 à 20 points = moyen tarif  
21 et plus points = haut tarif

Il peut être supérieur pour des cas particuliers ne s'intégrant pas dans l'une des trois catégories ci-dessus.

<b>Tarif F</b>	<b><u>bureaux, cabinets, banques, postes</u></b>	<b>2</b>
----------------	--	----------

Ces taxes sont cumulables.

Le Conseil communal fixe les équivalents habitants dans les cas particuliers non prévus ci-dessus.

## **Annexe – Tarif d'élimination (art. 19 al. 4b)**

<u>un enfant de 4 à 17 ans :</u>	10 sacs de 35 lt. par année
<u>deux enfants de 4 à 17 ans :</u>	10 sacs de 35 lt. par année et par enfant
<u>dès 3 enfants de 4 à 17 ans :</u>	20 sacs de 35 lt par année et par enfant





## **Règlement concernant l'élimination des déchets urbains (ordures ménagères) et l'introduction de la taxe au sac de la Commune mixte de Courroux**

---

Le secrétaire communal soussigné certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal durant le délai légal de vingt jours avant et vingt jours après l'assemblée communale, soit du 27 novembre 2002 au 16 décembre 2002 et du 18 décembre 2002 au 3 janvier 2003 selon publication à JO no: 40 du 13 novembre 2002.

Opposition: aucune

Courroux, le 9 janvier 2003

Le Secrétaire communal

Luc Fleury





# REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

**Service des communes**  
2, rue du 24-Septembre  
2800 Delémont

- 4. MAR. 2003  
T : 032 420 58 50  
Fax : 032 420 58 51  
E-mail : secr.com@jura.ch

Conseil communal

2822 Courroux

N/réf.: PB/38

Delémont, le 28 février 2003

Monsieur le Maire,  
Mesdames, Messieurs,

Nous vous transmettons, sous ce pli, un exemplaire du

***Règlement concernant l'élimination  
des déchets urbains***

muni de notre décision d'approbation. Nous vous prions de bien vouloir procéder à la publication de l'entrée en vigueur dudit règlement par l'intermédiaire du Journal officiel (cf. modèle joint).

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Le chef du Service des communes

Jean-Louis Sangsue

Copie avec expédition du règlement

- Juge administratif;
- Service compétent.





Delémont, le 28 février 2003

## APPROBATION

### **No 1855 Commune mixte de Courroux - Règlement concernant l'élimination des déchets urbains**

---

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Courroux le 17 décembre 2002, est approuvé par le Service des communes de la République et Canton du Jura.

Le Conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.

Le chef du Service des communes

Jean-Louis Sangsue



Copie : Juge administratif  
OEPN, Saint-Ursanne

## COMMUNE DE COURROUX

### ENTREE EN VIGUEUR DU REGLEMENT CONCERNANT L'ELIMINATION DES DECHETS URBAINS

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Courroux le 17 décembre 2002, a été approuvé par le Service des communes, le 28 février 2003.

Réuni en séance du 8 mars 03, le Conseil communal a décidé de fixer sa mise en vigueur au 1er juillet 2003.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Le Conseil communal

~~AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :~~


~~Le Maire :      Le Secrétaire :~~

A publier au JO no: 10 du 12 mars 2003.

Avec nos remerciements et nos bonnes salutations.

Courroux, le 8 mars 2003

SECRÉTARIAT COMMUNAL  
2822 COURROUX





Le règlement, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Les Breuleux, le 4 mars 2003.

Conseil communal.

## **Corban**

### **Entrée en vigueur du règlement concernant le mode de jouissance des biens**

Le règlement bourgeois susmentionné, adopté par l'assemblée bourgeoise de Corban le 14 janvier 2003, a été approuvé par le Service des communes, le 21 février 2003.

Réuni en séance du 25 février 2003, le Conseil bourgeois a décidé de fixer sa mise en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Le règlement, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultés au Secrétariat bourgeois.

Conseil bourgeois.

## **Courchavon**

### **Entrée en vigueur du statut du personnel permanent**

Le statut communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Courchavon le 12 décembre 2002, a été approuvé par le Service des communes, le 21 février 2003.

Réuni en séance du 4 mars 2003, le Conseil communal a décidé de fixer sa mise en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Le statut, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Conseil communal.

## **Courroux**

### **Entrée en vigueur du règlement concernant l'élimination des déchets urbains**

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Courroux le 17 décembre 2002, a été approuvé par le Service des communes, le 28 février 2003.

Réuni en séance du 8 mars 2003, le Conseil communal a décidé de fixer sa mise en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2003.

Le règlement, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Courroux, le 8 mars 2003.

Conseil communal.

## **Glovelier**

### **Plan spécial obligatoire MAc «Chapelat-Ouest»**

Conformément à l'article 71 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire du 25 juin 1987 et à l'article 22 du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers du 11 décembre 1992, la commune de Glovelier dépose publiquement durant 30 jours, soit du 12 mars au 11 avril 2003 inclusivement, à son Secrétariat communal, en vue de leur adoption par le Conseil communal:

- le plan d'urbanisme 1: 500;
- le plan des infrastructures souterraines 1: 500;

— le plan et tableau des contributions.

Durant le délai de dépôt public, ces documents peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Les oppositions, dûment motivées et écrites, sont à adresser par lettre-signature au Conseil communal de Glovelier jusqu'au 11 avril 2003 inclusivement. Elles porteront la mention « Plan spécial obligatoire MAc Chapelat-Ouest ».

Glovelier, le 10 mars 2003.

Conseil communal.

## **Mervelier**

### **Entrée en vigueur du règlement concernant la garde et la taxe des chiens**

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Mervelier le 4 décembre 2002, a été approuvé par le Service des communes, le 19 février 2003.

Réuni en séance du 4 mars 2003, le Conseil communal a décidé de fixer sa mise en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Le règlement, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Conseil communal.

## **Rossemaison**

### **Assemblée communale extraordinaire**

lundi 31 mars 2003, à 20 h 15, à la halle de gymnastique.

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Adopter le plan de zones et le règlement communal.
3. Discuter et accepter le règlement d'organisation de l'arrondissement de sépulture.
4. a) Abroger les décisions prises lors de l'assemblée communale du 14 juin 2000, points 4 et 5, concernant l'aménagement de l'accès du CCR, la construction d'un mur limite;
- b) discuter et décider d'un crédit de Fr. 55 000.– pour la construction d'un mur de soutènement et l'aménagement de l'accès du CCR et donner compétence au Conseil communal pour assurer le financement.
5. a) Abroger la décision prise lors de l'assemblée communale du 14 juin 2000, point 6, concernant la réalisation d'un espace de sécurité pour les piétons sur les parcelles N°s 48 et 49 au centre du village;
- b) discuter et décider d'un crédit de Fr. 35 000.– pour la réalisation d'un espace de sécurité pour les piétons sur les parcelles N°s 48 et 49 au centre du village; donner compétence au Conseil communal pour assurer le financement.
6. Discuter et décider un crédit de Fr. 126 000.– pour la construction du collecteur de décharge des eaux pluviales; donner compétence au Conseil communal pour assurer le financement.
7. Discuter et décider d'un crédit de Fr. 20 000.– pour le cadastre de l'eau; donner compétence au Conseil communal pour assurer le financement.
8. Discuter et décider un crédit de Fr. 18 000.– pour la pose de 5 candélabres au lotissement « Les Grands-Champs »; donner compétence au Conseil communal pour assurer le financement.
9. Prendre connaissance et approuver la consolidation



MODIFICATION DE L'ARTICLE 19.4  
DU REGLEMENT CONCERNANT L'ELIMINATION  
DES DECHETS URBAINS DE LA COMMUNE  
MIXTE DE COURROUX :

**Art. 19**

**Prélèvement  
des taxes**

**19.1** Le conseil communal propose chaque année le montant de la taxe de base à l'assemblée communale qui la ratifie avec le budget.

La taxe de base est prélevée conformément à l'annexe au présent règlement.

**19.2** La compétence de prélever une taxe sur le vente de sacs, de brides pour conteneurs ou de vignettes est déléguée au SEOD. Le Conseil communal est compétent pour régler avec le SEOD les modalités d'application de la taxe au sac.

**19.3** Le conseil communal décide de la perception de taxes spéciales pour certaines catégories de déchets et fixe le montant de ces taxes de manière à couvrir les frais effectifs d'élimination.

**Ancienne teneur**

**19.4** La commune met à disposition des sacs gratuitement pour :

- a) les enfants jusqu'à 3 ans révolus : 50 sacs de 35 litres par année et par enfant.
- b) les familles avec enfants : un nombre de sacs par année proposé par le Conseil communal et ratifié par l'Assemblée communale avec le budget selon annexe au présent règlement.
- c) les personnes incontinentes (enfants et adultes) : un nombre de sacs de 35 litres fixé selon les cas mais au maximum 50 sacs par année et par personne. La validation du droit et la distribution sont confiées aux médecins et au service de soins à domicile.
- d) d'autres cas particuliers : un nombre de sacs par période fixée par le conseil communal.

Ces aides ne sont pas cumulables

#### 19.4 Nouvelle teneur

La commune met à disposition un certain nombre de sacs gratuitement aux :

- a) familles avec enfant/s jusqu'à 17 ans révolus
- b) personnes incontinentes selon validation médicale
- c) autres cas particuliers

selon annexe au présent règlement joint au budget communal.

Ainsi adopté par l'assemblée communale du 16 décembre 2003.

AU NOM DE L'ASSEMBLEE COMMUNALE

Le Président  Jean-Marie Beuchat		Le Secrétaire  Luc Fleury
--	---	---

#### Certificat de dépôt

Le Secrétaire communal soussigné certifie que les présentes modifications ont été déposées publiquement au secrétariat communal durant le délai légal de 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée communale du 16 décembre 2003.

Les dépôts et délais ont été publiés dans le Journal officiel.

Aucune opposition n'a été formulée durant le délai légal.

Courroux, le 24 février 2004

APPROUVE  
~~sous~~/sans réserve  
Delémont, le 12 MARS 2004  
Le Chef du Service des communes



Le Secrétaire communal  
  
Luc Fleury





# REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Service des communes

Delémont, le 12 mars 2004

## APPROBATION

### **No 1968 Commune mixte de Courroux - Règlement concernant l'élimination des déchets urbains**

Les modifications de l'article 19, alinéa 4 du règlement communal susmentionné, adoptées par l'assemblée communale de Courroux le 16 décembre 2003, sont approuvées par le Service des communes de la République et Canton du Jura.

Le Conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur des présentes modifications dans le Journal officiel.

Le chef du Service des communes

Jean-Louis Sangsue



Copie : Juge administratif ;  
OEPN.



# REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

**Service des communes**

2, rue du 24-Septembre  
2800 Delémont

18 MARS 2004

T : 032 420 58 50

Fax : 032 420 58 51

E-mail : [secr.com@jura.ch](mailto:secr.com@jura.ch)

Conseil communal

2822 Courroux

N/réf.: SS/95

Delémont, le 12 mars 2004

Monsieur le Maire,  
Madame, Messieurs,

Nous vous transmettons, sous ce pli, un exemplaire des modifications apportées au

***Règlement concernant l'élimination  
des déchets urbains***

muni de notre décision d'approbation. Nous vous prions de bien vouloir procéder à la publication de l'entrée en vigueur desdites modifications par l'intermédiaire du Journal officiel (cf. modèle joint).

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, Madame, Messieurs, l'expression de nos sentiments distingués.

Le chef du Service des communes

Jean-Louis Sangsue

Copie avec expédition des modifications

- Juge administratif ;
- Service compétent.

**Courroux****Entrée en vigueur des modifications  
apportées au règlement concernant  
l'élimination des déchets urbains**

Les modifications de l'article 19, alinéa 4  
du règlement communal susmentionné,  
adoptées par l'assemblée communale de  
Courroux le 16 décembre 2003, ont été  
approuvées par le Service des communes,  
le 12 mars 2004.

Réuni en séance du 30 septembre 2003, le conseil communal  
a décidé de fixer leur mise en vigueur au 01.01.2004.

Les modifications ainsi que la décision d'approbation  
peuvent être consultées au Secrétariat communal.

Courroux, le 22 mars 2004

Le Conseil communal

---

Mesdames, Messieurs,

Merci de publier le texte ci-dessus au JO du mercredi 24 mars 2004.

Avec nos bonnes salutations.

Courroux, le 22 mars 2004.

Le Secrétaire communal



Les oppositions, dûment motivées et écrites, sont à adresser par lettre-signature au Conseil communal, jusqu'au 16 avril 2004 inclusivement.

Elles porteront la mention «Routes forestières».

Cœuve, le 17 mars 2004.

Conseil communal.

## Courroux

### Entrée en vigueur

#### des modifications apportées au règlement concernant l'élimination des déchets urbains

Les modifications de l'article 19, alinéa 4, du règlement communal susmentionné, adoptées par l'assemblée communale de Courroux, le 16 décembre 2003, ont été approuvées par le Service des communes, le 12 mars 2004.

Réuni en séance du 30 septembre 2003, le Conseil communal a décidé de fixer leur mise en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Les modifications, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultées au Secrétariat communal.

Courroux, le 22 mars 2004.

Conseil communal.

## Courtedoux

### Modification du plan de zones

Conformément à l'article 71 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire du 25 juin 1987, la commune de Courtedoux dépose publiquement durant 30 jours, soit du 24 mars au 23 avril 2004 inclusivement, à son Secrétariat communal, en vue de son adoption par la prochaine assemblée communale:

- modification du plan de zones, parcelles N°s 101 et 804.

Les oppositions, dûment motivées et écrites, sont à adresser par lettre-signature au Conseil communal de Courtedoux jusqu'au 23 avril 2004 inclusivement.

Elles porteront la mention «Modification du plan de zones».

Courtedoux, le 18 mars 2004.

Conseil communal.

## Miécourt

### Assemblée communale

lundi 19 avril 2004, à 20 heures, à la halle de gymnastique.

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de la dernière assemblée.
2. Discuter et accepter le règlement communal des eaux usées.
3. Discuter et accepter le règlement du Syndicat intercommunal du district de Porrentruy.
4. Discuter et accepter le règlement communal du cimetière.
5. Abrogation des règlements communaux suivants:
  - a) règlement concernant l'école ménagère et l'école complémentaire ménagère du 13 décembre 1970;
  - b) règlement concernant l'assurance maladie pour les enfants du 15 juin 1962;

- c) règlement forestier du 3 juin 1917;
- d) règlement sur l'organisation de l'orientation professionnelle du 30 janvier 1938;
- e) règlement de police locale du 26 novembre 1899;
- f) règlement d'imposition du 23 mai 1887;
- g) tarif des émoluments de pesage pour le poids public du 14 septembre 1972.

6. Budget 2004.

7. Divers.

Les règlements mentionnés sous points 2, 3, 4 et 5 sont déposés publiquement au Secrétariat communal, où ils peuvent être consultés, 20 jours avant et 20 jours après l'assemblée précitée.

Les éventuelles oppositions seront adressées durant le dépôt public, dûment motivées, au Secrétariat communal.

Miécourt, le 22 mars 2004.

Conseil communal.

## Montfaucon

### Assemblée des ayants droit à la jouissance des pâturages

mercredi 7 avril 2004, à 20 h 15, à la salle paroissiale N° 2.

Ordre du jour:

1. Désignation des scrutateurs.
2. Procès-verbal de l'assemblée du 3 décembre 2003.
3. Approuver les comptes 2003.
4. Décider la vente d'une portion de terrain d'environ 50 m<sup>2</sup> à M. Gérard Froidevaux et M<sup>me</sup> Agathe Maître.
5. Décider la mise à disposition d'une surface d'environ 3000 m<sup>2</sup> de pâturage pour la création d'un droit de superficie en faveur du FC Union sportive Montfaucon.
6. Divers et imprévu.

La présente publication fait office de convocation pour les ayants droit éventuellement oubliés.

La Commission des pâturages.

## Montsevelier

### Entrée en vigueur

#### des modifications apportées au règlement d'organisation et d'administration

Les modifications du règlement communal susmentionné, adoptées par l'assemblée communale de Montsevelier le 11 décembre 2003, ont été approuvées par le Gouvernement, le 24 février 2004.

Réuni en séance du mardi 16 mars 2004, le Conseil communal a décidé de fixer la mise en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Les modifications, ainsi que la décision d'approbation, peuvent être consultées au Secrétariat communal.

Conseil communal.

Formule

### AVIS DE CONSTRUCTION

Pour obtenir ces formules, veuillez vous adresser à l'

- **Economat cantonal**  
Rue du 24 Septembre 2  
2800 Delémont